## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## **NOUVELLE-CALEDONIE**



## SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT INTERURBAIN

## **COMITE SYNDICAL**

N° 2024-022/SMTI

du 6 août 2024



approuvant et autorisant le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain ou son représentant à signer une convention avec la société ARC EN CIEL SERVICE SARL relative à la vente de 29 autocars de 53 places

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9;

Vu la délibération n°2023-041/SMTI du 30 novembre 2023 habilitant le président du syndicat mixte de transport interurbain à lancer la vente aux enchères d'autocars du réseau RAÏ;

Vu la commission technique de dépouillement du 3 juillet 2024 et la commission d'appel d'offres du 6 août 2024 ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain;

Vu le rapport de présentation n° 2024-022/SMTI au comité syndical,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

**Article 1 :** Le comité syndical approuve la convention relative à la vente de 29 autocars de 53 places avec la SOCIETE ARC EN CIEL SERVICE SARL pour un montant de 10.000.000 F. CFP.

Article 2 : Le comité syndical autorise le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain ou son représentant à signer la convention énoncée à l'article 1.

Article 3 : Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au hautcommissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Article 4 : Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Délibéré en séance, le 6 août 2024.

Un membre,

Thierry GOWECEE

Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Milakulo TUKUMULI

La présente délibération est transmise au contrôle de la légalité le transmise pour publication au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 08/08/2024

et rendue exécutoire le 20/08/2024 Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie M. Le Directeur Syndicat Mixto de Transport Interurbain Quorum: haut-commissariat **Ampliations** Membres en exercice: Membres présents Nouvelle-Calédonie LOMBARD Membres représentés : Suffrages exprimés : Province Sud Trésorerie des Etablissements Publics de Nouvelle-Calédonie Archives Pour Confre

0 7 AOUT 2024 CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

5

0